

ABANDON DE L'ÉTAT : COMBIEN D'AGRESSIONS AVANT LE DRAME ?

Nouméa, le 21 novembre 2025

Mercredi 19 novembre 2025, en moins d'une heure, **deux agressions violentes** frappent encore nos collègues au **CP de Nouméa**.

Ce n'est pas un hasard :

C'est la conséquence directe de conditions de travail indignes et de l'abandon de l'État.

Une journée noire :

- À la MAF, 7h20 : une personne détenue se jette violemment sur une Conseillère d'Insertion et de Probation. Une collègue, seule en poste, s'interpose, protège la conseillère et maîtrise la personne détenue avec un professionnalisme exemplaire.

Bilan : un morceau de doigt arraché, un choc psychologique majeur.

Cette même collègue avait pourtant déjà multiplié les observations pour alerter sur les difficultés de gestion à la MAF.

INCIDENT MAÎTRISÉ ET, DANS LA FOULÉE : CODE BLEU !!!

- Au CD1, 8h35 : lors d'un mouvement, un surveillant reçoit un coup de tête d'une extrême violence en plein visage.

Bilan : nez en sang, visage tuméfié, un traumatisme de plus dans des équipes déjà épuisées. Ce quartier est tristement réputé pour ses records d'incidents :

4 agressions en un mois.

Tous les agents victimes de ces barbaries et ceux qui sont intervenus pour mettre fin à ces incidents doivent être félicités et récompensés, à la hauteur de leur professionnalisme !

Depuis la mutinerie, de nombreux collègues attendent encore une reconnaissance à la hauteur de ce qu'ils ont vécu et assumé au quotidien. Il serait inacceptable que les personnels du 19 novembre subissent le même oubli !

Au Camp-Est, tout le monde le sait :

- Surpopulation pénale chronique,
- Bâtiments vétustes, indignes d'un service public de la Justice,
- Mutinerie récente et crainte permanente d'une nouvelle,
- Contexte politique extérieur explosif qui se répercute à l'intérieur,
- Gestion très compliquée des profils psychiatriques, sans moyens adaptés.

Depuis des mois, toutes les Organisations Syndicales tirent la sonnette d'alarme.

Alors, une question s'impose : **Que faut-il faire pour être enfin entendus ?**

Cher(e)s collègues, n'attendons pas d'être visibles par les « signaux de fumée » d'une mutinerie incandescente au Camp-Est !

Les personnels d'Outre-Mer ne peuvent plus être les éternels oubliés du Ministère de la Justice. Ça suffit !!!

Les agressions du 19 novembre ne tombent pas du ciel :

Elles sont la résultante directe d'un établissement laissé sous tension permanente, sans moyens à la hauteur. Alors, si demain un drame irréversible survient au Camp-Est :

Qui aura du sang sur les mains ? Pour l'UFAP UNSa Justice, la réponse est claire :

Un État qui n'assume plus ses missions régaliennes et laisse les agents en première ligne sans protection suffisante.

Au nom des personnels, l'UFAP UNSa Justice exige :

- Des renforts d'effectifs pérennes,
- Des moyens de protection et de communication adaptés à un établissement sous haute tension, dans un climat extérieur très instable et dangereux.
- Une vraie politique de prise en charge des personnes détenues souffrant de troubles psychiatriques,
- Un plan de modernisation et de sécurisation du site, à la hauteur de ce qui se fait en Hexagone,
- Une reconnaissance concrète (récompenses, avancements) pour les agents victimes et pour ceux qui sont intervenus, à la hauteur de leur professionnalisme.

L'UFAP UNSa Justice du CP Nouméa :

- Apporte tout son soutien aux collègues agressés,
- Les accompagnera dans toutes leurs démarches,
- Continuera à porter la voix des personnels du Camp-Est, haut et fort.

Les agents du CP de Nouméa ne sont pas des variables d'ajustement. Ils ont droit au respect, à la reconnaissance et à des moyens à la hauteur des missions qu'ils assurent chaque jour avec courage et professionnalisme.

Mikaele KAFIKAILA

Secrétaire Local UFAP UNSa Justice CP NOUMEA

Alexandre VISSOUVANADIN

Secrétaire National UFAP UNSa Justice